

Point de vue 2M.

Le coup d'Etat n'est pas une fatalité politique.

Driss KHROUZ.

Un coup d'Etat est d'abord signe d'échec ; aucune violence n'est légitime. Il est justifié souvent aux yeux de ses auteurs comme étant la solution à des dérives politiques graves et à des manquements manifestes aux intérêts de la nation et à la sécurité des populations.

S'il s'avère que dans la majorité des situations, le coup d'Etat intervient pour mettre un terme à des régimes corrompus, confisqués par des oligarchies familiales qui ont détourné et usurpé pouvoirs, fortunes et instrumentalisé les institutions devenues alibi, cela ne se vérifie pas dans tous les cas. Le général Pinochet au Chili (11 septembre 1973) et le général Videla en Argentine (24 mars 1976), à titre d'exemples, ont renversé des présidents légitimes, crédibles et démocratiquement élus qui souvent les ont désignés dans les fonctions qu'ils occupent. Des appuis extérieurs ont contribué à leur installation, par la force et la violence. En l'occurrence, il s'agit des Etats-Unis par la CIA.

L'Afrique sub-saharienne vient de vivre sept coups d'Etat en trois ans :

Le Mali en août 2020, le Tchad en avril 2021, la Guinée en septembre 2021, le Soudan en octobre 2021, le Burkina-Faso en janvier 2022, le Niger en juillet 2023 et le Gabon en septembre 2023. Six sont recensés dans les pays du Sahel depuis 2020 : deux au Mali, deux au Burkina-Faso, un en Guinée et un au Niger.

Il semble que depuis 1950, quelques 500 coups d'Etat ont été tentés ou réussis en Amérique du Sud et en Afrique.

Dans tous les pays qui ont subi ces renversements, les pouvoirs en place ont largement usurpé et abusé de leurs pouvoirs et ont définitivement perdu toute légitimité interne et internationale.

Les éléments d'explications varient d'un pays à l'autre.

Des dénominateurs communs se retrouvent dans tous les cas mais certains paramètres varient substantiellement.

Au Mali, au Burkina-Faso et au Niger, l'instabilité totale engendrée par les différents mouvements terroristes, la pauvreté et les conditions de vie difficiles des populations ont aggravé le rejet de pouvoirs politiques minés par les clivages ethniques, la corruption, le népotisme, le non-respect du peu

d'institutions formelles affichées comme les constitutions et les parlements, notamment la main-mise de quelques familles sur les pouvoirs et les fortunes et parfois un ultime mandat sur base d'élections falsifiées.

L'intervention étrangère, stigmatisée par le passé colonial, notamment pour la France, n'a pas compris que la lutte contre le terrorisme passe aussi par la légitimité des dirigeants, par l'adhésion des populations et le développement économique et social de base. Il y a aussi les compétitions internationales.

Là où la présence française (notamment avec 4500 soldats stationnés au Mali et 1500 au Niger, après l'opération Barkhane au Sahel) recule comme au Mali, au Burkina-Faso et au Niger, les stratégies chinoises et russes, américaines et turques se déploient discrètement mais efficacement. Il y a évidemment la Russie avec les milices Wagner de Evgueni Prigogine, décédé dans l'explosion de son avion le 23 août 2023, un mois après sa révolte armée contre la hiérarchie militaire russe !

Les slogans proclamés « *ne compter que sur nous-mêmes* », les références au panafricanisme et aux slogans de souveraineté nationale à la mémoire de Thomas Sankara par exemple au Burkina-Faso, constituent des discours de circonstance tout à fait compréhensibles dans les micro-contextes et donnent l'illusion de programmes et de projets, mais loin s'en faut pour le moment !

Tous ces jeunes officiers font partie des cercles des pouvoirs, souvent commandants de la garde présidentielle. Ils sont bien au courant des graves dérives politiques et éthiques des familles au pouvoir ; ils en ont eux-mêmes profité.

Derrière les slogans clamés haut et fort et les mots d'ordre affichés, des lectures pertinentes et des analyses étayées sont nécessaires d'un pays à l'autre.

Les putschistes fustigent souvent les échecs de la « communauté internationale » et des puissances occidentales contre le terrorisme et leur connivence avec des intérêts extérieurs qui exploitent les richesses du pays en complicité avec les gouvernants.

Ce rejet des institutions internationales et régionales, accusées de servir les intérêts « impérialistes » des puissances occidentales, est justifié par l'échec des politiques et des interventions contre le terrorisme qui a ravagé en dix ans

la région et humilié dans leur amour propre les forces armées qui sont censées être en premières lignes.

Ils occultent bien entendu les graves luttes ethniques, les carences des armées exposées aux massacres et leur humiliation par les terroristes de tout genre.

Le terrorisme n'est pas qu'islamiste, il est alimenté par les clivages ethniques, les rivalités tribales et les prédateurs de tout genre.

Les carences des pouvoirs politiques sont manifestes.

Le contexte international constitue un paramètre déterminant dans ces vastes territoires pauvres, pas suffisamment contrôlés par les forces intérieures et dans lesquels les armées désorganisées, mal formées, peu équipées, corrompues et inefficaces demeurent, malgré tout, les seules forces encore debout.

Les déroutes des mouvements terroristes islamistes en Irak et en Syrie depuis 2019, la déconfiture de l'Etat en Libye et les montées en puissance de groupes terroristes, mercenaires, mafieux armés par les énormes stocks d'armes et d'explosifs pillés, le trafic des migrants et des drogues et la libre circulation de bandes armées de trafiquants se disputent ces immenses et désertiques territoires.

Le Mali, le Niger, le Burkina-Faso, la zone des « trois frontières », le Nigeria, le Tchad et le Soudan sont particulièrement menacés et vulnérables.

En face, surtout dans les pays du Sahel, il y a des pouvoirs faibles, instables, impopulaires et corrompus avec des sociétés pauvres, sans infrastructures de base, sans services publics et avec des institutions incapables de servir d'assise à un Etat digne de ce nom.

Les coups d'Etat qui se sont déroulés en Afrique ces trois dernières années correspondent bien aux schémas classiques. Des militaires, pourtant liés aux pouvoirs en place, renversent les présidents et prennent les rênes du pouvoir pour des « transitions » de restructuration, de reconstruction et de sauvegarde de la souveraineté nationale. Les gouvernants renversés par les putschs ont failli à leurs missions minimales tant sur le plan politique, social, économique que sur le plan de l'éthique et de la justice.

Le putsch réussit sur les décombres des Etats faibles, mal structurés et dont la légitimité est minée par des gestions autocratiques, totalitaires, corrompues et injustes.

Le coup d'Etat reproduit souvent les mêmes ingrédients sous des proclamations et des slogans démagogiques différents.

La politique est un exercice professionnel- collectif -partagé. Elle repose et se déploie à travers des institutions citoyennes et légitimes. Le tissu politique indispensable n'est pas le vide politique mais bien un tissu social, fort, juste, structuré, partagé, responsable formé de partis politiques, de syndicats de médias indépendants, d'intellectuels critiques, d'associations et autres institutions de la société civile et de contrepouvoirs.

C'est le vide politique et institutionnel et le pouvoir sans contrôle qui engendrent cet autre vide politique et idéologique qu'est le coup d'Etat. Il est d'abord une négation de l'Etat. Il est un remède voué à l'échec face à une situation elle-même vouée à l'échec.

Seule la sagesse collective et le dur labeur de la démocratie conçue et mise progressivement en œuvre à travers des institutions, des lois équitables, des sanctions légales, des rééditions de comptes, une justice sans faille et au-dessus des personnes dans un projet de société à long terme construit pierre par pierre par des élites légitimes, crédibles, honnêtes et en participation avec les populations dont les besoins en bien-être et en sécurité constituent la priorité.

Le reste, c'est le cercle vicieux du sous-développement.

La démocratie est le seul rêve harmonieux possible ; elle est édification collective. Elle se construit dans la durée, elle est portée par des institutions.

Elle seule est capable de barrer la route aux cauchemars redoutables que sont les pouvoirs personnels autoritaires, autocratiques et les coups d'Etat.

Rabat le 12 septembre 2023.